



ROUGE GLAZIK

Bulletin des militant(e)s et sympathisant(e)s du NPA - Pays de Quimper

Edito :

EUROPE : ELARGIR LES BRECHES

Après Podemos et l'union populaire en Espagne qui ont bousculé et mis en minorité la droite (Parti Populaire) et le PSOE dans des villes aussi importantes que Barcelone, Madrid, Cadix et bien d'autres, c'est de Grèce ce 5 Juillet que parvient la bonne nouvelle.

Le peuple Grec a massivement dit OXI (NON) à l'Austérité et aux diktats des institutions Européennes et du FMI. Malgré les pressions, l'étranglement financier, les menaces « des plus hautes autorités de l'Europe », les travailleurs, les jeunes, le peuple Grec ont affirmé leur volonté d'ouvrir une autre voie, celle de l'alternative à l'Austérité et à l'Europe de la finance....

Ces vents du Sud, en ce début d'été, nous rafraichissent et nous montrent que l'on peut battre en brèche la résignation et s'opposer aux plus puissants.

Mais malheureusement, comme l'indique notre dossier sur les migrants, si l'Union Européenne c'est le libéralisme outrancier en matière économique,

c'est aussi aux plans social et humain une forteresse qui n'hésite pas à traquer les plus faibles et à laisser mourir à « ses portes » ces milliers de réfugiés qui fuient les guerres, les massacres, la misère et les désastres climatiques.

Cette Europe là est sourde à la volonté des peuples. Elle nie la démocratie comme elle tourne le dos à la souffrance des populations issues de pays exsangues qu'elle a (avec d'autres puissances impérialistes) spolié et martyrisé...

Ici ou plus loin (comme en Palestine dont nous poursuivons le récit des quelques voyageurs Finistériens) il nous faut lutter au quotidien contre les injustices, les inégalités...

Mais au-delà il faut faire converger les révoltes car d'Athènes à Barcelone, de Gaza à Kobané la Résistance s'impose, l'espoir peut naître et venir, pourquoi pas, jusqu'aux rives de l'Odette.

Passer un bel été et n'oubliez pas l'Université d'été du NPA à Port Leucate du 23 au 26 Août. (cf. : site du NPA)



Agenda

25 août : Alternatiba—Climat ; étape à Douarnenez

26 août : Tour de France Alternatiba ; étape Douarnenez—Trégunc en passant par Quimper.

23 - 26 août : Université d'été du NPA

30 août : marche à Plogoff

DANS CE NUMERO



Edito	1
CCAS Quimper	2
Grèce	3
Réfugiés et migrants	4/5
Droit d'asile	6
Migrants à Quimper	7
Lectures pour l'été	8
Voyage en Palestine	9/10
Nakba	11
Nucléaire	12

Quimper, terre des solidarités...mais avec qui !!!

Dans les précédents numéros, nous nous interrogeons sur les choix culturels de la nouvelle équipe municipale à Quimper. Pour la politique sociale, ce n'est guère mieux.

Pompeusement la nouvelle majorité municipale nous annonce dans le MAG de juin 2015 qu'elle a « sanctuarisé la subvention de la ville de Quimper au CCAS ».

Sauf que derrière cette creuse formule la nouvelle majorité oublie de nous dire que comme toute collectivité municipale elle a des obligations légales et donc financières en matière d'aide sociale et qu'elle ne peut 'y déroger...

Elle oublie au passage aussi de préciser que l'hébergement d'urgence et temporaire (CHRS le Relais et l' Hôtel social), géré par le CCAS est totalement financé par des dotations d'état (y compris pour le personnel).

Alors , Solidarité, peut-être, avec le lobby porc qui a eu droit à 10.000 € de la communauté de commune pour promouvoir sa « pig Parade » qui fut un grand moment artistique à Quimper.

Mais manque de Solidarité complet à l'égard des associations comme Droit d'asile, l' AFPS (Palestine) ou les amoureux au Ban qui se sont vus refuser leurs petites subventions de fonctionnement sous des motifs politiquement douteux...

Et ce 5 juin, dans une solidarité sans faille, les élus de la nouvelle majorité ont décidé de supprimer l'accès à la cantine scolaire gratuite pour les plus démunis et les plus faibles revenus. Cette mesure de « justice sociale » devrait concerner 500 à 600 enfants à Quimper.

Toutes ces décisions iniques et autoritaristes risquent bien de transformer Quimper en terre... des exclusions.

Fuite d'eau chez Sarko

« Ils ont considéré que la solution au problème d'immigration, c'était pas de réduire, c'était de répartir. Dans une maison, il y a une canalisation qui explose, elle se déverse dans la cuisine. Le réparateur arrive et dit, j'ai une solution : on va garder la moitié pour la cuisine, mettre un quart dans le salon, un quart dans la chambre des parents et si ça ne suffit pas il reste la chambre des enfants ».

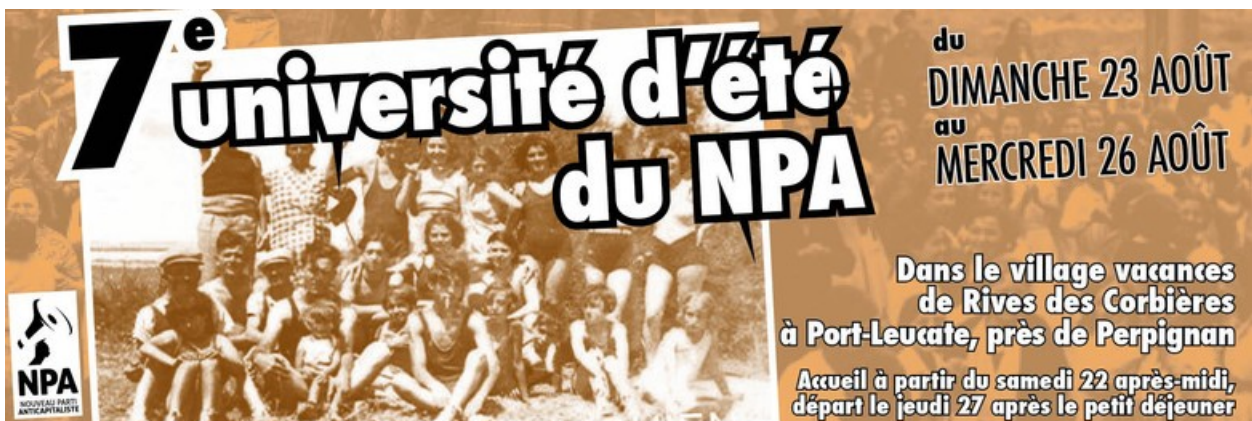
Quand Sarkozy pète une canalisation, c'est au niveau des égouts. Nauséabond.

Dans ce numéro de Rouge Glazik vous trouverez un dossier sur les migrants et réfugiés. Ce n'est pas tout à fait la même approche ...

Contacts

Comité NPA Quimper : npa.kemper@gmail.com

- Téléphoner au NPA Quimper : 06 59 71 42 21
- Blog : npa29.unblog.fr
- Site internet national du NPA : <http://www.npa2009.org/>
- Courrier des lecteurs : rouge.glazik@orange.fr



7^e université d'été du NPA

du DIMANCHE 23 AOÛT
au MERCREDI 26 AOÛT

Dans le village vacances
de Rives des Corbières
à Port-Leucate, près de Perpignan

Accueil à partir du samedi 22 après-midi,
départ le jeudi 27 après le petit déjeuner

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Le peuple grec dit «non» massivement à la Troïka impérialiste

Communiqué du NPA au soir du dimanche 5 juillet

Le NPA salue la volonté du peuple grec d'en finir avec l'austérité permanente, qui ne sert qu'à remplir les coffres forts des banques et de la finance mondiale. En votant « NON » au référendum le peuple grec a confirmé son vote du 25 janvier 2015. Pour le NPA ce vote met à l'ordre du jour la mise en œuvre d'une politique anticapitaliste par l'annulation de la dette, l'expropriation des banques, la renationalisation des services publics privatisés, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite en s'appuyant sur les mobilisations du monde du travail pour imposer la rupture des négociations biaisées avec la Troïka et faire cesser la dictature de la BCE. Depuis cinq mois, la Grèce affronte l'intransigeance absolue des institutions et des gouvernements de l'Union européenne associés au FMI. Durant la bataille électorale, les affameurs réunis ont fait feu de tout bois. Ils ont utilisé une véritable terreur politique pour faire céder le peuple grec, pour qu'il admette qu'il n'avait pas d'autre choix que de s'incliner devant les diktats des financiers. Les exigences de la Troïka ont été développées par les vieux partis politiques de droite comme de gauche, par les or-

ganisations patronales et même par des directions syndicales grecques avec le soutien de la Confédération européenne des syndicats. Certains patrons sont allés jusqu'à menacer de licenciement leurs employés qui auraient voté « non ». Cette propagande alarmiste s'adressait, au delà de la Grèce, à celles et ceux en Europe qui voudraient secouer la chape de plomb de

Hollande et son gouvernement ont relayé l'offensive contre le peuple grec. Les peuples ne supportent plus l'intégrisme néo-libéral et le déni de démocratie. Ils commencent à le faire savoir.

Aujourd'hui, ces questions vitales sont posées pour l'ensemble des peuples de l'Union européenne. Au niveau français, l'heure est à l'action pour exiger l'annulation de toutes



l'austérité. Les méthodes employées ont largement surpassées celles mises en œuvre il y a dix ans, en France, lors du référendum sur la constitution européenne.

Les gouvernements et les institutions de l'Union européenne ont en horreur la démocratie. Dès le lendemain du 25 janvier, Junker, le président de la Commission européenne, annonçait la couleur : un vote populaire ne peut pas remettre en cause les traités. En France,

les dettes illégitimes à commencer par la partie de la dette grecque détenue par l'état français. Le "Non" du peuple grec est un encouragement à lutter contre toutes les politiques d'austérité mises en œuvre par tous les gouvernements, en commençant par l'austérité du gouvernement Hollande-Valls.

Le peuple grec ouvre la voie, élargissons la brèche".

Montreuil, le 5 juillet 2015

REFUGIES ET MIGRANTS

Les damnés de la Terre

La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde. La formule de Michel Rocard en 1989, premier pas pour décomplexer la gauche, devient une ritournelle que la droite et l'extrême droite se plaisent à reprendre. Toute la misère du monde ? Ou au moins une partie ? Oui, une petite, une insignifiante partie.

Plus de 60 millions de réfugiés dans le monde en 2014 selon le HCR (Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies). Et on focalise ici sur les 114 000 qui ont traversé la Méditerranée en 6 mois, et c'est bien sûr un drame insoutenable. Et on ergote au sein de l'Union Européenne pour se répartir 64 000 réfugiés en deux ans. Ca ne fait même pas 0,1 %.

L'exemple le plus frappant est celui des réfugiés syriens. Ils sont plus de 7 millions de déplacés internes, et près de 4 millions réfugiés dans d'autres pays : 1,6 millions en Turquie, 1,2 millions au Liban (soit 1/5 de la population de ce pays, imaginons 12 millions de réfugiés en France !), 600 000 en Jordanie ... moins de 5 000 en France. La menace d'invasion est un pur fantasme.

On ne le redira jamais assez,

l'essentiel des migrations, qu'il s'agisse des réfugiés des conflits ou des migrants soi-disant « économiques », se fait dans ou vers les pays de moindre développement.

sère et le sous développement. Dans tous les cas les politiques des puissances impérialistes sont en cause. L'héritage colonial qui a façonné des Etats invivables, les interven-



Réfugiés syriens à la frontière turque

Il n'y a pas de migrants économiques.

Cette expression est souvent utilisée pour déqualifier une partie des migrants qui ne chercheraient qu'à venir profiter de tous les avantages qu'offrent nos pays de cocagne. Réunir des milliers d'euros, quitter ses proches, se faire racketter et maltraiter, traverser le désert à pied, la mer entassés sur des rafiots pourris, se cacher et subir rejet et humiliations dans les pays d'accueil, on ne fait pas tout ça sans raisons impérieuses. Si on ne fuit pas la guerre ou les persécutions, on fuit la mi-

tions impérialistes, en Afghanistan, en Irak, en Libye, qui on engendré le chaos et ouvert la voie aux extrémistes djihadistes, les politiques néocoloniales basées sur le pillage des ressources, les cultures d'exportation au détriment de l'autosuffisance alimentaire, les migrations ont des causes politiques bien identifiées. C'est le cas notamment entre la France, les multinationales et les anciennes colonies d'Afrique, et les mécanismes sont sensiblement les mêmes entre les Etats Unis et l'Amérique Latine.

Quelle aide au développement ?

Opposer l'accueil des migrants à l'aide au développement de leurs pays d'origine est un faux débat. Le premier aspect relève de l'urgence, tandis que l'aide au développement se joue nécessairement sur un temps long. Dans ce domaine, les engagements des pays développés sont loin d'être respectés. L'objectif retenu il y a déjà longtemps était d'y consacrer 0,7 % du revenu national brut. Il n'est en réalité que de 0,28 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE. La France y consacre 0,35 % de son RNB, soit la moitié de l'objectif, en diminution constante.

Une large part de cette aide est qualifiée d'« aide fantôme » par les ONG. Elle comprend par exemple les sommes consacrées à l'accueil des migrants, ou encore des remises de dettes. Pour le reste, la traçabilité et l'évaluation de l'efficacité sont quasi nulles. Nombre d'Etats bénéficiaires peuvent ainsi détourner l'aide pour leur clientélisme politique ou même l'enrichissement personnel des potentats.

Les ONG préfèrent porter leurs efforts sur des projets de développement au bénéfice direct des populations. Elles sont souvent découragées ou dissuadées par des autorités locales corrompues, inféodées aux puissances impérialistes.

Dans ce domaine aussi, les changements ne viendront que des mobilisations des populations concernées pour imposer des politiques de rupture avec la domination impérialiste.

Demain les réfugiés climatiques

Actuellement on qualifie plutôt de réfugiés environnementaux les populations déplacées suite à divers phénomènes : désertification, dégradation des sols, inondations, cyclones ... Il est difficile d'accéder à une comptabilité précise, on cite ainsi un chiffre de 23 millions en 2013 en précisant que c'est plutôt une année basse. La moyenne pour les 10 dernières années serait supérieure à 30 millions et elle a largement doublé en 40 ans. Les populations tou-

assez incertaines, selon que ce réchauffement sera, ou pas, limité à 2° C. On envisage un nombre annuel de réfugiés climatiques de l'ordre de 150 à 200 millions autour de 2050. C'est donc un défi majeur pour la planète, incompatible avec le maintien du système capitaliste.

Liberté de circulation et d'installation

Les politiques de fermeture des frontières et de répression des migrants, de la part de ceux-là mêmes qui sèment les guerres, protègent les dictatures, engendrent la misère et dégradent la planète, sont intolérables. Nous y opposons le droit à circuler et à s'installer librement, et dans l'immédiat un accueil respectant la dignité des personnes réfugiées, et



chées sont évidemment les plus fragiles.

Les projections liées au réchauffement climatiques sont

la régularisation de tous les sans papiers.

J. M. M.

ASILE : UN DROIT QUI SE NOIE !!!

La convention de Genève en 1951 fait obligation aux états signataires (dont la France) d'accueillir les réfugiés et d'organiser un droit d'asile. A la suite la loi du 25 juillet 1952 crée l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) et les instances de recours.

Aujourd'hui au regard de la réalité et des faits cette convention est de moins en moins appliquée.

Au fil des ans et de la construction de l'Union Européenne cette obligation de protection des réfugiés et apatrides est devenue « peau de chagrin » à l'égard de ces milliers de réfugiés qui fuient la guerre, les massacres, la misère et qui sont empêchés de passage, de circulation et d'installation

Dés la fin des **années 70**, après « les 30 glorieuses » (période où les immigrés étaient massivement incités à apporter leur force de travail à la reconstruction de la France et de certains pays Européens) l'Asile commence à être beaucoup plus réglementé en même temps que les gouvernements freinent puis stoppent l'immigration.

On entre dès lors dans l'ère du Soupçon...

Des vrais demandeurs d'Asile...
Des faux !!!

Alors on supprime pour les demandeurs d'asile l'Aide au logement puis en **1991** l'autorisation automatique de travailler.

Du soupçon à la restriction

Dés le début des **années 90**, on passe du soupçon à la restriction explicite avec une série d'exception qui rendent de plus en plus

difficile l'admission aux séjours des demandeurs d'asile.

C'est d'abord l'espace Schengen en **1990** qui inaugure les frontières Européennes bloquant ainsi les extra-communautaires aux portes de ce qu'il convient d'appeler « la forteresse Europe ».

Les conventions Dublin qui régissent la circulation en Europe et empêchent les réfugiés de choisir le pays d'installation

frontières terrestres et maritimes) dont on peut tirer le récent bilan macabre en Méditerranée...

Au fil des alternances politiques des droits sont supprimés comme l'asile territoriale en **2003** ou bien des obstacles supplémentaires comme la régionalisation de la première demande en **2009** (obligation de se rendre par ses propres moyens à la Préfecture de région pour instruire le dossier même si l'on est hébergé à Quimper par exemple)..

Et bien sûr toutes les tracasseries comme la difficulté de domiciliation (adresse absolument essentielle pour instruire le dossier) ou d'hébergement compte tenu du manque criant de places en CADA (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile) créé en **2006** et qui offre moins de 25 000 places sur l'ensemble du territoire français).

De fait par les restrictions, la longueur des procédures, les tracasseries administratives et la répression policière, le réfugié, le demandeur d'asile est installé dans une très grande précarité matérielle et psychique.

Le nombre d'admis au séjour statutaire étant très faible, à peine 20.000 par an, les déboutés du droit d'asile sont rejetés dans l'invisibilité et la clandestinité.

La France, pays de 65 millions d'habitants et 6^{ème} puissance économique mondiale et en train de tuer méthodiquement le droit à la protection des réfugiés et apatrides, non par manque de moyens mais pour des raisons idéologiques et bassement politiciennes.

GM



Une liste de pays « sûrs » est établie dont les ressortissants ne sont plus « à priori » admissible au séjour.

On y rajoute les présomptions de trouble à l'ordre public (comme par exemple le refus de se faire embarquer manu militari dans un charter pour un retour contraint) ou encore des recours abusifs aux procédures d'asile.

A toutes ces restrictions s'ajoutent les mesures de surveillance répressive comme le fichier Eurodac (base de données biométriques) puis Frontex (police aux

Les galères des migrants à Quimper

A Quimper et plus largement en Cornouaille, le nombre de migrants est plutôt faible. Les nouveaux arrivants se font même assez rares, ce qui n'empêche pas qu'ils soient mal accueillis. Les pouvoirs publics, préfecture et mairie de Quimper en tête, reprennent la « théorie de l'appel d'air » : à savoir que, selon eux, si les étrangers étaient bien accueillis à Quimper, ils viendraient de plus en plus nombreux. De plus, les mêmes pouvoirs publics font de l'action policière contre les « filières de l'immigration » une priorité.

Pour résider en France, il faut obtenir un titre de séjour, la galère commence... A Quimper, les migrants choisissent souvent de demander l'asile politique en France. Ce « droit d'asile » est reconnu théoriquement à toute personne qui répond à la définition de l'article 1er, A, 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, « toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut, ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Mais, dans la réalité, ce n'est pas si simple.

Si vous habitez Quimper, il faut aller vous inscrire à Coallia à Brest. Coallia est une association qui a obtenu, à la suite d'un appel d'offre, la gestion de la plateforme d'accueil des demandeurs d'asile pour le département du Finistère. Les demandeurs d'asile y recevront donc tous leurs courriers officiels ; ils devront aller chaque semaine à Brest, plus précisément à Gouesnou le jeudi matin entre 11 heures et midi et leur courrier leur sera remis. S'ils téléphonent pour savoir s'ils ont reçu du courrier durant la semaine, on ne les renseignera pas. Il arrive souvent que les demandeurs d'asile fassent le voyage pour rien. De plus, si vous habitez Concarneau et que vous utilisez les transports en commun, vous devrez partir dès le mercredi soir pour arriver à Gouesnou avant midi le jeudi.

Jusqu'en juin 2012, les demandeurs d'asile résidant à Quimper et dans les environs étaient domiciliés au CCAS de Quimper, cela signifie simplement qu'ils recevaient leurs courriers officiels au CCAS. La municipalité Pignnant (PS, PC, EELV) a décidé de met-

tre fin à cette domiciliation qui ne coûtait pratiquement rien à la mairie car il s'agissait simplement de gérer le courrier de 10 à 20 personnes.

Pour démarrer la procédure de demande d'asile vous devez vous rendre à Rennes pour faire vérifier vos empreintes à la borne Eurodac. En effet, si vous êtes passés par un autre pays de l'UE et si vous y avez déposé vos empreintes (volontairement ou sous la contrainte), alors vous devrez faire la demande d'asile dans ce pays même si ce pays ne vous intéresse pas : c'est le « règlement Dublin » qui est une grave restriction à l'exercice du droit d'asile.

Si vous venez d'un pays considéré comme sûr, vous passez en « procédure prioritaire » : vous n'aurez pas le droit d'être logé en CADA (centre d'accueil pour demandeurs d'asile) et votre demande d'asile a de grandes chances d'être rejetée. Vous n'êtes pas non plus autorisé à travailler pendant la procédure. Vous avez seulement le droit à l'ATA (allocation temporaire d'attente) soit 11.45€ par jour pour chaque adulte de plus de 18 ans.

Bien souvent, les célibataires ne sont pas non plus logés en CADA car il manque des places. Le dispositif d'hébergement d'urgence (le 115) ne les prend pas en charge pour autant. Ils se retrouvent à la rue. A Quimper, nous avons connu plusieurs personnes dans ce cas : N. une jeune angolaise enceinte laissée à la porte de l'hôtel social ou P. un congolais qui dormait dans un vieux fourgon abandonné près de la gare et qui se demandait ce qu'il avait bien pu faire au bon dieu pour mériter un tel sort.

En juin 2012, la ferme du Braden à Quimper a été réquisitionnée pour demander aux pouvoirs publics d'appliquer les lois sur la mise à l'abri inconditionnelle. Depuis cette date, de nombreux demandeurs d'asile, n'ayant aucune solution de logement, y ont été accueillis. L'application des lois sur la mise à l'abri n'a pas évolué.

Si votre demande d'asile est rejetée par l'OFPPRA, et cela arrive très souvent, vous pouvez faire un recours devant la CNDA. Il faudra trouver un avocat, vous déplacer en région parisienne et bien souvent vous serez déboutés.

Vous pourrez encore tenter d'obtenir un titre de séjour pour raison de santé si êtes suivis médicalement. Il faut alors aller voir le médecin agréé par la préfecture, il vous en coûtera 50€ non remboursés par la sécu. Puis, si votre demande est acceptée, vous devrez payer 290 € pour acheter votre visa de régularisation et vous aurez un titre de séjour dont la durée varie de 3 mois à 6 mois. Parfois le titre de séjour arrive à la préfecture et les migrants n'ont pas l'information, quand ils sont informés, ils vont le retirer mais le titre de séjour est presque échu. Parfois la préfecture vous accorde le droit de travailler, parfois non même si vous avez une promesse d'embauche, mais en aucun cas, vous ne pourrez toucher une allocation.

Quand vous arrivez au terme de toutes ces procédures et que vos demandes sont rejetées, vous recevrez une OQTF (obligation à quitter le territoire français). Vous pouvez être expulsé à tout moment. Vous êtes devenu un clandestin, un sans-papiers. Vous vivez maintenant sous la menace d'un simple contrôle dans la rue ou au volant de votre voiture. La police peut aussi venir vous chercher chez vous. C'est ce qui est arrivé à B., jeune tchétchène qui était logé à la ferme du Braden : la police l'attendait devant la porte de la maison. Il s'est fait arrêter en sortant, sa femme qui était à l'intérieur a réussi à s'échapper en sautant par la fenêtre du premier étage. B. a été expulsé en Russie sans aucun état d'âme de la part des autorités françaises.

Nous dénonçons la dégradation des conditions d'accueil des migrants, les tracasseries administratives qu'ils subissent, la difficulté croissante à obtenir des titres de séjour. L'idée progresse selon laquelle l'immigration constitue un grave problème voire le principal problème de notre pays jusqu'à ce qu'elle devienne un danger. Nous pensons que le danger ce sont les inégalités sociales qui augmentent, le chômage qui explose ; les immigrés n'en sont pas responsables. C'est pourquoi nous demandons l'ouverture des frontières, la liberté de circulation et d'installation à Quimper comme ailleurs.

M. C.

Hérétiques de Léonardo PADURA

édition Métaillié (traduit de l'espagnol (Cuba) par Eléna Zayas).

« Hérétiques ! Comment avec ce titre ne pas penser à notre camarade Daniel Bensaïd, surtout, suprême clin d'œil, quand cet ouvrage s'ouvre par « livre de Daniel »...

Ce nouveau roman de Léonardo Padura renoue avec l'ex-policier Mario Conde et sa tribu, déjà existante dans de précédents bouquins, comme Tamara, el Flaco, el Conejo...

De l'épisode historique du Saint Louis, un paquebot qui en 1939 est parti de Hambourg avec un millier de juifs à son bord qui ne pourrons débarquer ni à la Havane (où l'on découvre, déjà Fulgencio Battista) , ni aux Etats-Unis, ni au Canada à la plongée « fantastique » dans le quartier juif d'Amsterdam en 1646, Léonardo Padura va entremêler des histoires anciennes et contemporaines à cuba et des récits dans cette ville d'Amsterdam, nouvelle Jérusalem, avec un détail impressionnant de mœurs de l'époque, une érudition foisonnante et des tonnes de

questions autour de la rébellion, de la liberté et des hérésies et des « défaites, des défaites » qui nous



donnent le droit de recommencer aurait rajouté notre camarade Daniel.

Et une intrigue, des intrigues avec un fil rouge : un énigmatique

petit tableau du peintre Rembrandt qui va conduire un Mario Conde, toujours aussi sympathiquement désabusé dans les recoins les plus improbables de la Havane jusqu'aux regroupements de la jeunesse « sans future » de l'île.

L'auteur de « l'homme qui aimait les chiens » démontre avec ce livre à la fois sa passion (critique) de l'histoire, ses engagements et ses doutes et un grand courage humain et littéraire.

Avec un talent incontestable, tout au long de cet ouvrage, Padura va nous « promener » du Malecon à Amsterdam, de Varsovie à Miami, du maître Rembrandt au supposé messie Sabbataï Tsevi décochant des flèches bien pointées contre l'horreur, mais aussi les dogmes anciens et nouveaux tout en nous ramenant à ce qui est pour lui l'essentiel, l'amitié de sa tribu et/ ou de son chien cubain Basura 2.

PAS PLEURER de LYDIE SALVAYRE

édition du Seuil 18,50€

Ce livre est dans toutes les librairies. Dans les rayons « cultures » des grandes surfaces... C'est le Goncourt 2014.

Alors pourquoi en parler dans Rouge Glazik ?

Et bien parce que sa lecture est succulente et qu'elle nous fait revivre quelques morceaux choisis de la révolution espagnole, libertaire, passionnée, enjouée et dramatique.

Ce n'est pas un essai politique. C'est une vie que l'auteure nous narre au travers des souvenirs (plus ou moins envolés) de sa mère, allant avec truculence jusqu'à rapporter le langage, le phrasé de cette mère catalane qui entrecoupe son

récit (haché) de mots en espagnol et d'expressions « francisées » ou vice-versa.

Au-delà des bribes du passé c'est une plongée dans la vie d'un village en Aragon (je crois) en 1936, en pleine révolution ; une escapade dans Barcelone la libertaire où Montse (la maman) va, peut-être, rencontrer un improbable André Malraux....

Pas politique mais des passages qui développent les horreurs du franquisme et de la hiérarchie catholique contre le petit peuple en révolte, contre les républicains et les révolutionnaires et que Georges Bernanos (fervent croyant) que l'on croise dans cet ouvrage, va

dénoncer avec véhémence.

Pas politique mais des flèches bien décochées contre la politique des staliniens et leur chasse contre les Poumistes et autres artistes...

Et tout cela dans un style , alerte, émouvant et très drôle qui nous fait sentir, goûter même ce moment du siècle dernier qui fut porté par tant d'espoir mais succomba devant tant de trahisons.

Alors n'hésitez pas. Disponible à la Médiathèque de Quimper Communauté.

G.M

FEUILLETON : VOYAGE EN PALESTINE

Partie 2

Le Camp d'El Arrub

De Jérusalem à EL Arroub : notre bus possède les plaques jaunes israéliennes qui le dispensent de s'arrêter au check point à l'entrée de Jérusalem. Les véhicules palestiniens eux ont des plaques avec chiffres et lettres blancs sur fond vert et n'ont pas le droit d'entrer dans la ville pourtant théoriquement en territoire palestinien, mais en fait annexée depuis 1967. Venir à Jérusalem pour un Palestinien de Cisjordanie relève de la course d'obstacles. D'abord plusieurs semaines de démarches administratives pour obtenir, peut-être, une autorisation valable pour un séjour de ...huit heures. Arrivé au check-point, changer de bus ou de véhicule pour le franchir à pied avec ses bagages et trouver de l'autre côté un autre véhicule qui porte lui les bonnes plaques lui permettant de circuler dans Jérusalem !

20 km séparent Jérusalem d' El Arroub, mais nous changeons de monde.

Sur la route on découvre le mur qu'Israël construit pour isoler la Cisjordanie. Depuis 2002, Israël a entrepris la construction de ce mur déclaré illégal par la juridiction internationale. Long de plus de 700 km, côté palestinien, le mur sert de lieu d'expression artistique ou poli-



tique tandis que du côté israélien le béton reste nu.



Quand nous arrivons à El Arroub, la première entrée du camp, en face du mirador, est bloquée par des gros blocs de



béton. A la seconde entrée, là aussi, impossible de passer. Des véhicules militaires israéliens bloquent le passage. Un petit barrage a été dressé par les habitants du camp : quelques pierres et des pneus enflammés. Nous essayons de discuter avec les militaires pour leur demander si nous pouvons passer. Ils nous font signe de faire demi-tour et le minibus nous dépose devant la 1^{ère} entrée barrée par les blocs de béton. Nous entrons dans le camp à pied avec nos valises. La rue

est assez miséreuse, les gens nous saluent gentiment, en arabe

ou en anglais, ils sourient. Mais nous entendons des coups de feu. Quelques douilles gisent au sol.



Nous apprendrons plus tard que parmi ces douilles certaines proviennent de fusils M16, les fusils d'assaut américains utilisés par l'armée israélienne. Nous attendons sur le côté de la rue, en observant de loin les événements : des enfants et des ados palestiniens lancent des pierres vers les militaires qui répliquent. Nous entendons les détonations. Nous



repartons pour nous rendre dans les locaux du comité populaire, à l'autre bout du camp.

L'air est chargé en gaz lacrymogène et certains d'entre nous, les yeux en pleurs, trouvent refuge dans les maisons ou, dans une boutique. Nous arrivons enfin au bâtiment du comité populaire.



Ahmad Abou Kheiran, le chef du comité populaire prononce un discours de bienvenue. Il nous



explique le pourquoi des affrontements à l'entrée du camp: dans le village voisin de Beit Omar, **2 jeunes palestiniens viennent de mourir**. Jaafar Awad, 23 ans, était emprisonné dans une prison israélien-



ne, il est mort juste après sa sortie de prison. A sa libération, il était très malade et très affaibli. Les autorités israéliennes sont forcément en cause. Les jeunes de Beit

Omar ne s'y trompent pas, lors de l'enterrement de Jaafar, ils lancent des pierres contre les militaires israéliens. Les soldats répondent à coup de lacrymos, de balles en caoutchouc puis de balles réelles et Ziad Awad, cousin de Jaafar, est

trente ans. Dans le camp d'El Arroub, en signe de protestation, des jeunes ados brûlent quelques pneus et font un petit barrage quelques-uns lancent des pierres. L'armée israélienne intervient aussitôt en tirant quelques lacrymogènes, ce sont ces affrontements que nous avons vus. Nous venons à peine d'arriver en Cisjordanie occupée mais nous avons déjà compris que la lutte des palestiniens contre leurs occupants est par trop inégale. D'un côté, l'une des armées les plus modernes de la planète et de l'autre un peuple pauvre et désarmé.

La répartition des membres de la délégation dans les familles des enfants parrainés par les adhérents ou amis de l'AFPS-Centre Bretagne du camp s'organise. Pour

notre part, Nous sommes accueillis dans la famille Shatarat : 5 gar-



çons, 3 filles et la maman qui est veuve depuis quelques années. Deux garçons travaillent à la taille de pierre. Les autres étudient. Ahmad, le fils aîné, qui a 24 ans, parle anglais. Il a demandé à un de ses amis, Ismaïl, de venir nous raconter son histoire. Il fait des études d'infirmier. Lors d'affrontements avec l'armée d'occupation, il a secouru des blessés. Cela lui a valu plusieurs mois de prison et un long interrogatoire qui a duré 43 jours à l'isolement total au centre d'investigation d'Ashkelon.

A l'extérieur on entend une musique très puissante, c'est un mariage. Nous jetons un coup d'œil par la fenêtre : il n'y a que des hommes dans la rue.

M.



Nakba ou nettoyage ethnique ?

Ilan Pappé « *Le nettoyage ethnique de la Palestine* »

Que s'est-il passé en Palestine en 1947/1948 ?

En 1947, la Palestine compte environ 1,8 million d'habitants : deux tiers de palestiniens (1,2 million) et un tiers de juifs (0,6 million) sur un territoire de 26 625 km² (la Bretagne administrative à 4 départements couvre 27 208 km²).

A la fin de l'année 1948, l'état d'Israël contrôle 78% du territoire et compte moins de 400 000 palestiniens, 531 villages ont été rasés, de nombreuses villes ont perdu presque entièrement leur population arabe. Et 800 000 arabes palestiniens, originaires des territoires qui font désormais partie d'Israël s'entassent dans des camps de réfugiés.

Selon l'historiographie israélienne officielle, cette situation serait le résultat des aléas d'un conflit armé : la « première guerre israélo-arabe ». Les Palestiniens auraient fui leur terre volontairement car ils craignaient les conséquences de cette guerre.

Cette version des faits est démentie formellement par l'ouvrage d'Ilan Pappé. A l'aide de documents d'archives, des journaux personnels des dirigeants sionistes

(David Ben Gourion en tête), de témoignages directs de Palesti-



niens ou d'Israéliens, il reconstitue dans le détail ce qui s'est passé à la fin de 1947 et en 1948, ville par ville, village par village. Ilan Pappé démontre que l'entreprise d'évacuation des Palestiniens est délibérée, systématisée, planifiée par les dirigeants et mise en œuvre par les groupes paramilitaires sionistes.

Ilan Pappé passe en revue les massacres, les violences et les drames subis par les palestiniens à cette époque. Il montre aussi la

disproportion entre les forces en présence : des groupes paramilitaires sionistes bien armés et entraînés face aux Palestiniens quasiment désarmés et aux troupes de la ligue arabe qui doivent obéir à des ordres contradictoires. Il accuse aussi le double jeu de la Jordanie, la passivité complice des britanniques et l'impéritie de la toute jeune ONU.

Les Palestiniens, abandonnés de tous, ont subi un véritable nettoyage ethnique. Depuis, Israël a fait en sorte qu'ils ne puissent pas revenir chez eux, a détruit leurs villages, nié leur histoire et continue à faire en sorte que le problème des réfugiés de cette époque ne soit jamais abordé dans les discussions internationales.

Il faut lire Ilan Pappé, son livre est un ouvrage qui remonte aux causes profondes de la situation actuelle en Palestine. Il pose aussi des questions fondamentales pour l'avenir du projet sioniste.

Ilan Pappé « Le nettoyage ethnique de la Palestine », éditions Fayard, 396 pages, 22 €

(Disponible dans les médiathèques de Quimper Communauté)

ZEUS, EUROPE ET... FRONTEX

Ca peut sembler paradoxal par les temps qui courent, mais le nom de notre continent vient de la mythologie grecque.

Europe, fille du roi de Tyr, fait un rêve. Le jour même, Zeus la rencontre sur une plage. Zeus, comme chacun sait, n'a pas le moindre scrupule à forniquer avec toutes sortes de créatures, déesses, nymphes, mortels des deux sexes, se métamorphosant selon les circonstances en aigle, cheval, taureau, cygne, serpent, fourmi même

... Cette fois il se métamorphose en taureau blanc, afin d'approcher Europe sans l'apeurer et échapper à la jalousie de son épouse Héra. Imprudente, attirée par l'odeur d'un crocus qui se trouve dans sa bouche, Europe s'approche de lui. Chevauchant l'animal, elle est enlevée sur l'île de Crète, et sous un platane qui depuis lors est toujours vert, Europe s'accouple avec Zeus, qui pour l'occasion a pris forme humaine.

Zeus fit trois présents à sa nouvelle conquête Europe :

- Une robe et un collier;
- Un chien, Laelaps, qui ne laissait jamais échapper sa proie;
- Un homme de bronze, Talos, dont la seule veine qui irriguait son corps de métal, était obturée par une cheville de métal.

Il faisait chaque jour le tour de la Crète et tuait tous les étrangers qui tentaient de débarquer.

NUCLEAIRE

De la sous-traitance à la maltraitance ?

Au cours des années 80, EDF a décidé de recourir massivement à la sous-traitance pour assurer la maintenance de ses centrales nucléaires.

Il était urgent de se dégager des contraintes du statut du personnel d'EDF et du mode de relations salariales établis dans l'entreprise depuis 1945. Les raisons de ce choix ne sont pas seulement économiques : il n'était plus possible de respecter la réglementation en matière de dose annuelle admise.

Une nouvelle catégorie de travailleurs est apparue. On les appelle aujourd'hui **les Nomades du nucléaire**. Ils sont environ 20 000 en France à sillonner les routes, de centrale en centrale, au gré des arrêts de tranches. Leur avenir professionnel dépend de la fameuse dose radioactive mesurée en millisieverts (En France, la limite réglementaire pour les travailleurs exposés s'élève à 20 mSv sur douze mois). Tout dépassement de la dose met un terme à leur carrière de manière transitoire ou définitive. A partir de 1988, le volume de maintenance sous-traitée est passé de 5 à 80 %.

Ces travailleurs sont moins bien protégés que les employés sous statut, en matière de prévention des risques pro-

fessionnels, de suivi médical, de reconnaissance d'une maladie professionnelle. Ils sont aussi du fait de leur mobilité, moins bien organisés collectivement et syndicalement.

Ils supportent au cours de leurs missions l'essentiel de la « dose » radioactive. EDF conserve des statistiques faibles de maladies professionnelles chez son personnel permanent. La vitrine du nucléaire doit toujours être impeccable et les nomades du

besoins accrus de maintenance, cependant que ces travaux sont réalisés dans des délais toujours plus courts, au mépris de la sécurité des travailleurs de la sous-traitance.

Ils exécuteront aussi toutes les besognes les plus dangereuses et ingrates lors du démantèlement des centrales.

Il faut garder à l'esprit que ces travailleurs sont mal rémunérés, connaissent des conditions de vie précaires et supportent quelque fois pendant des décennies, l'éloignement de leur environnement familial.

Compte-tenu de leurs faibles moyens, ils séjournent lors de leurs missions dans des gîtes, ou des caravanes.

Ils peuvent être plombiers, décontamineurs, nettoyeurs. Sans eux, aujourd'hui en France, pas de lumière au plafonnier, pas d'aspirateur, pas de robot électrique....

C'est une population mouvante, quasiment invisible et inaudible, souhaitée par EDF pour étaler les « doses » pour notre plus grand confort.

Mais est-ce humainement soutenable ?

Source : Sortir du Nucléaire Cornouaille


www.sortirdunucleairecornouaille.org/spip.php?article219

L'association **Plogoff, Mémoire d'une Lutte**
propose la **Memor Stourm Plougoñ**

2' RANDO PLOGOFF

Baleadenn PLOUGOÑ

• Départ en face de la Mairie 10h00 • Pique-nique à Feunteun Aod 12h00 • Retour 16h00



Dimanche 30 août 2015
10h-16h Feunteun Aod **PLOGOFF**

organisée par **PLOGOFF**
Mémoire d'une Lutte

nucléaire, avec 20 % de turnover, iront faire leur cancer ailleurs....

Le vieillissement des centrales nucléaires entraîne des